

A-305-77

A-305-77

In re Extradition Act and in re Michael John McMahon

Court of Appeal, Pratte and Heald JJ. and Maguire D.J.—Vancouver, February 16 and March 7, 1978.

Judicial review — Extradition — Extradition Judge releasing fugitive from United States — Fugitive pleaded guilty in U.S. Court to extradition crime, but did not return for sentencing — Different consequences under Extradition Act for persons allegedly convicted of such a crime, and persons only accused of such a crime — Whether or not this fugitive's situation should be considered a conviction — Extradition Act, R.S.C. 1970, c. E-21, s. 18(1)(a) — Federal Court Act, R.S.C. 1970 (2nd Supp.), c. 10, s. 28.

This is a section 28 application by the Attorney General of Canada, on behalf of the Attorney General of the United States, for an order to review and set aside the decision or order of a Judge under the *Extradition Act* to discharge McMahon. McMahon pleaded guilty in a United States Court to an extraditable offence (and that Court accepted the plea) but did not appear on the return date set for sentencing. Applicant contends that the extradition Judge erred in holding a plea of guilty accepted by the Court did not constitute conviction. The very narrow issue is the meaning to be given the word "conviction" in the *Extradition Act*.

Held, (Pratte J. dissenting): the application is allowed. To interpret section 18(1)(a) in that manner would produce the result that any prisoner found guilty or who pleaded guilty to an extradition offence but who was remanded to a future date for sentencing could escape extradition by leaving the country where the offence was committed and not returning to it for sentencing. Such a result would be contrary to the concept that extradition treaties are to be given a liberal construction in the sense of being given a "fair interpretation" according to the intention of the contracting parties and so to carry out their manifest purpose.

Per Pratte J. dissenting: The rules governing extradition differ with respect to two classes of fugitives—those alleged to be accused of an extradition crime and those alleged to have been convicted of such an offence. Under the laws of both the United States and Canada a plea of guilty may be withdrawn, before sentence, in a number of circumstances. Therefore, a plea of guilty, before sentence, does not have the same finality as a finding of guilt. In order to commit him for extradition more than the mere proof of his plea of guilt should be required; he should be considered as an accused, not as a convicted fugitive.

Re Whipple [1972] 2 W.W.R. 613, agreed with. *R. v. Graves* S.C.B.C., File Kamloops No. 142-76, judgment dated July 19, 1976, referred to. *R. v. Cole* [1965] 2 All

In re la Loi sur l'extradition et in re Michael John McMahon

^a Cour d'appel, les juges Pratte et Heald et le juge suppléant Maguire—Vancouver, le 16 février et le 7 mars 1978.

^b *Examen judiciaire — Extradition — Le juge de l'extradition libère un fugitif des États-Unis — Le fugitif plaide coupable au chef d'accusation entraînant l'extradition devant une cour américaine mais n'y retourne pas pour le prononcé de la sentence — Conséquences différentes en vertu de la Loi sur l'extradition pour ce qui est des personnes présumément déclarées coupables de ce crime et celles qui sont seulement accusées du même crime — La situation dans laquelle se trouve le fugitif équivaut-elle à une condamnation? — Loi sur l'extradition, S.R.C. 1970, c. E-21, art. 18(1)a) — Loi sur la Cour fédérale, S.R.C. 1970 (2^e Supp.), c. 10, art. 28.*

^c Il s'agit d'une demande présentée en vertu de l'article 28 par le procureur général du Canada, au nom du procureur général des États-Unis, visant une ordonnance d'examen et d'annulation de la décision ou de l'ordonnance d'élargissement de McMahon rendue par un juge en vertu de la *Loi sur l'extradition*. McMahon a plaidé coupable devant une cour américaine d'une infraction entraînant l'extradition (et cette cour a accepté ce plaidoyer de culpabilité), mais cependant, il ne s'est pas présenté au jour fixé pour le prononcé de sa sentence. Le requérant prétend que le juge de l'extradition a commis une erreur en concluant qu'un plaidoyer de culpabilité que la Cour a accepté n'équivalait pas à sa déclaration de culpabilité. La question en litige se limite à la signification à donner à l'expression «déclaration de culpabilité» selon la *Loi sur l'extradition*.

^d *Arrêt*: (Le juge Pratte dissident) la demande est accueillie. Interpréter l'article 18(1)a) de cette manière aurait pour résultat que tout prisonnier déclaré coupable ou qui plaide coupable à un crime entraînant l'extradition, et dont la sentence doit être prononcée à une date ultérieure, peut échapper à l'extradition en quittant le pays où le crime a été commis et en n'y retournant pas pour le prononcé de la sentence. Un tel résultat serait contraire au concept selon lequel les traités d'extradition doivent recevoir une interprétation large dans le sens d'une «interprétation équitable» selon l'intention des parties contractantes, de façon à permettre la réalisation de leur but évident.

^e Le juge Pratte dissident: Les règles régissant l'extradition diffèrent à l'égard de deux catégories de fugitifs—ceux qui sont prétendument accusés d'un crime entraînant l'extradition et ceux qui ont prétendument été convaincus d'un crime semblable. En vertu des lois des États-Unis et du Canada, un plaidoyer de culpabilité peut dans plusieurs circonstances être retiré avant la condamnation. Donc, un plaidoyer de culpabilité avant la condamnation n'a pas la même finalité qu'une déclaration de culpabilité. Si on a l'intention de l'incarcérer en vue de son extradition, on doit exiger plus que la simple preuve de son plaidoyer de culpabilité; il faut le considérer comme un accusé et non comme un fugitif déclaré coupable.

^f Arrêt approuvé: *Re Whipple* [1972] 2 W.W.R. 613. Arrêts mentionnés: *R. c. Graves*, C.S.C.-B., Dossier Kamloops n° 142-76, jugement en date du 19 juillet 1976; *R. c. Cole*

E.R. 29, referred to. *Industrial Acceptance Corp. Ltd. v. The Queen* [1953] 2 S.C.R. 273, applied. *R. v. McInnis* (1974) 13 C.C.C. (2nd) 471, considered.

[1965] 2 All E.R. 29. Arrêt appliqué: *Industrial Acceptance Corp. Ltd. c. La Reine* [1953] 2 R.C.S. 273. Arrêt examiné: *R. c. McInnis* (1974) 13 C.C.C. (2^e) 471.

APPLICATION.

DEMANDE.

COUNSEL:

AVOCATS:

W. B. Scarth for Attorney General of Canada.

W. B. Scarth pour le procureur général du Canada.

J. B. Clarke for Michael John McMahon.

J. B. Clarke pour Michael John McMahon.

SOLICITORS:

PROCUREURS:

Deputy Attorney General of Canada for Attorney General of Canada.

Le sous-procureur général du Canada pour le procureur général du Canada.

Deverell, Harrop & Company, Vancouver, for Michael John McMahon.

Deverell, Harrop & Company, Vancouver, pour Michael John McMahon.

The following are the reasons for judgment rendered in English by

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement rendus par

PRATTE J. (*dissenting*): This section 28 application is directed against a decision of a judge refusing to commit an alleged fugitive under the *Extradition Act*, R.S.C. 1970, c. E-21. It raises a very narrow question: What is the meaning to be given to the word "convicted" in that statute?

LE JUGE PRATTE (*dissident*): Cette demande présentée en vertu de l'article 28 attaque la décision d'un juge qui a refusé d'incarcérer un prétendu fugitif en vertu de la *Loi sur l'extradition*, S.R.C. 1970, c. E-21. Elle soulève une question très précise: quelle signification faut-il donner au mot «convaincu» de cette loi?

The *Extradition Act* provides for the extradition of two kinds of fugitives: those who are accused of an extradition crime committed in a foreign state and those who have been convicted of such an offence. The respondent, McMahon, was alleged to be a fugitive of the second class and, for that reason, his extradition was sought by the applicant. After his apprehension pursuant to the provisions of the *Extradition Act*, McMahon was brought before a judge who, under section 18(1)(a), had to determine whether the alleged fugitive had been convicted of an extradition offence. It was then established that McMahon had been accused of an extradition crime in California, had pleaded guilty, and had absconded to Canada before having been sentenced. On that evidence, the judge ordered the respondent to be discharged on the ground that the mere proof that he had pleaded guilty was not proof that he had been "convicted" within the meaning of the *Extradition Act*. The applicant challenges the correctness of that decision and submits that, under the *Extradition Act*, a person who has pleaded

La *Loi sur l'extradition* prévoit l'extradition de deux sortes de fugitifs: ceux qui sont accusés d'un crime entraînant l'extradition commis dans la juridiction d'un État étranger et ceux qui sont convaincus d'un tel crime. On prétend que l'intimé McMahon était un criminel de la deuxième catégorie et pour cette raison la requérante demande son extradition. Après son arrestation effectuée en vertu de la *Loi sur l'extradition*, McMahon a été amené devant un juge qui, en vertu de l'article 18(1)a), devait décider si le prétendu fugitif avait été convaincu d'un crime entraînant l'extradition. On a prouvé que McMahon avait été accusé en Californie d'un crime entraînant l'extradition, qu'il avait plaidé coupable et qu'il s'était enfui au Canada avant d'être condamné. Sur cette preuve, le juge a ordonné l'élargissement de l'intimé au motif que la seule preuve qu'il avait plaidé coupable n'établissait pas qu'il avait été «convaincu» au sens de la *Loi sur l'extradition*. Le requérant attaque le bien-fondé de cette décision et prétend qu'en vertu de la *Loi sur l'extradition*, une personne qui a plaidé coupable mais qui n'a pas été

guilty but has not been sentenced must be considered as having been convicted.

The word "conviction" is ambiguous. Its meaning varies with the context in which it is used. It sometimes has a very broad meaning which may include a plea of guilty. (See *The Queen v. Blaby* [1894] 2 Q.B. 170.) However, it is frequently used in a narrower sense which, though imprecise, always implies a finding or determination of guilt by an adjudicating authority; in that narrower sense, a plea of guilty which is not followed by a sentence does not amount to a conviction. (See *Regina v. Cole* [1965] 2 Q.B. 388.)

The *Extradition Act* does not contain any explicit indication of the meaning of the word "convicted" in that statute. In those circumstances, one should adopt, in my view, the interpretation which will produce the most reasonable and fair results.

The rules governing the extradition of the two classes of fugitives—those who are alleged to be accused of an extradition crime and those who are alleged to have been convicted of a similar offence—differ in one important respect. The convicted fugitive must be committed for extradition "if such evidence is produced as would, according to the law of Canada, . . . , prove that he was so convicted". The accused fugitive, on the other hand, cannot be committed unless "such evidence is produced as would, according to the law of Canada, . . . , justify his committal for trial, if the crime had been committed in Canada."¹

¹ Section 18 of the Act reads as follows:

18. (1) The judge shall issue his warrant for the committal of the fugitive to the nearest convenient prison, there to remain until surrendered to the foreign state, or discharged according to law,

(a) in the case of a fugitive alleged to have been convicted of an extradition crime, if such evidence is produced as would, according to the law of Canada, subject to this Part, prove that he was so convicted, and

(b) in the case of a fugitive accused of an extradition crime, if such evidence is produced as would, according to the law of Canada, subject to this Part, justify his committal for trial, if the crime had been committed in Canada.

(2) If such evidence is not produced, the judge shall order him to be discharged.

condamnée, doit être considérée comme ayant été déclarée coupable.

Le mot «déclaration de culpabilité» est ambigu. Sa signification varie selon le contexte où on l'utilise. Il a parfois une signification très large pouvant inclure un plaidoyer de culpabilité (voir *La Reine c. Blaby* [1894] 2 Q.B. 170). Cependant, on l'emploie souvent dans un sens étroit, lequel, bien que vague, implique toujours une déclaration de culpabilité émise par le tribunal compétent; dans ce sens étroit, un plaidoyer de culpabilité non suivi d'une condamnation n'équivaut pas à une déclaration de culpabilité (voir *Regina c. Cole* [1965] 2 Q.B. 388).

La *Loi sur l'extradition* ne contient aucune indication expresse de la signification du mot «convaincu» y employé. En l'espèce, il faut, à mon avis, adopter l'interprétation qui entraînera les résultats les plus raisonnables et les plus équitables.

Les règles régissant l'extradition des deux catégories de fugitifs—ceux qui sont prétendument accusés d'un crime entraînant l'extradition et ceux qui ont prétendument été convaincus d'un crime semblable,—diffèrent sur un point important. Le fugitif convaincu doit être incarcéré pour extradition «lorsqu'il est produit une preuve qui, d'après la loi du Canada, . . . établirait qu'il a été convaincu de ce crime». Le fugitif accusé, par ailleurs, peut être incarcéré seulement «lorsqu'il est produit une preuve qui, d'après la loi du Canada, . . . justifierait son incarcération préventive, si le crime avait été commis au Canada.»¹

¹ L'article 18 de la Loi se lit comme suit:

18. (1) Le juge doit lancer son mandat pour faire incarcérer le fugitif dans la prison convenable la plus rapprochée, afin qu'il y soit détenu jusqu'à ce qu'il ait été livré à l'État étranger ou élargi conformément à la loi,

a) dans le cas d'un fugitif que l'on prétend avoir été convaincu d'un crime entraînant l'extradition, lorsqu'il est produit une preuve qui, d'après la loi du Canada, sous réserve de la présente Partie, établirait qu'il a été convaincu de ce crime, et

b) dans le cas d'un fugitif accusé d'un crime entraînant l'extradition, lorsqu'il est produit une preuve qui, d'après la loi du Canada, sauf les dispositions de la présente Partie, justifierait son incarcération préventive, si le crime avait été commis au Canada.

(2) Lorsque cette preuve n'est pas produite, le juge ordonne qu'il soit élargi.

Having in mind that difference, the following question must now be answered: Is it more reasonable that the extradition of a person who, like the respondent, has pleaded guilty but has not yet been sentenced be governed by the rules applicable to the convicted fugitives or by those applicable to the accused fugitives? I do not have any difficulty answering that question. Under the laws of both the United States and Canada, a plea of guilty may be withdrawn, before sentence, in a number of circumstances. Therefore, before sentence, a plea of guilty does not have the same finality and conclusive character as a determination or finding of guilt. The accused who has pleaded guilty may, as long as he has not been sentenced, have to be tried. For that reason, I consider that, in order to commit him for extradition, more than the mere proof of his plea of guilt should be required; he should, in other words, be considered as an accused, not as a convicted fugitive.

For those reasons, I am of the view that the extradition judge was right in holding that there was no proof that the respondent, McMahon, had been convicted within the meaning of section 18 of the *Extradition Act*. I would, therefore, dismiss the application.

* * *

The following are the reasons for judgment rendered in English by

HEALD J.: This is a section 28 application by the Attorney General of Canada, on behalf of the United States of America for an order to review and set aside the decision or order to discharge Michael John McMahon, made by His Honour Judge Graham B. Ladner, a Judge of the County Court of Vancouver acting as a Judge under the *Extradition Act*, R.S.C. 1970, c. E-21, on April 28, 1977.

The evidence establishes and the extradition judge found that McMahon pleaded guilty on October 23, 1973, in the United States District Court for the Northern District of California to the offence of knowingly and unlawfully possessing, with intent to distribute to another person, approximately 698 grams of a substance containing a narcotic, to wit: Cocaine. He was remanded

Gardant cette distinction à l'esprit, il faut maintenant répondre à la question suivante: est-il plus raisonnable que l'extradition d'une personne qui, comme l'intimé, a plaidé coupable mais n'a pas encore été condamnée, soit régie par les règles applicables aux fugitifs convaincus ou par celles applicables aux fugitifs accusés? Il m'est facile de répondre à cette question. En vertu des lois des États-Unis et du Canada, un plaidoyer de culpabilité peut dans plusieurs circonstances être retiré avant la condamnation. Donc, avant la condamnation, un plaidoyer de culpabilité n'a pas la même finalité et le même caractère concluant qu'une déclaration de culpabilité. L'accusé qui a plaidé coupable peut, aussi longtemps qu'il n'a pas été condamné, devoir subir un procès. Pour cette raison, je crois que pour l'incarcérer en vue de son extradition, on doit exiger plus que la simple preuve de son plaidoyer de culpabilité; en d'autres termes, il faut le considérer comme un accusé et non comme un fugitif déclaré coupable.

Pour ces raisons, je suis d'avis que le juge de l'extradition a eu raison de conclure à l'absence de preuves établissant que l'intimé, McMahon, avait été convaincu au sens de l'article 18 de la *Loi sur l'extradition*. Je rejette donc la demande.

* * *

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement rendus par

LE JUGE HEALD: Il s'agit d'une demande présentée en vertu de l'article 28 par le procureur général du Canada, au nom des États-Unis d'Amérique, visant une ordonnance d'examen et d'annulation de la décision ou de l'ordonnance d'élargissement de Michael John McMahon, rendue par le juge Graham B. Ladner, de la Cour de comté de Vancouver, agissant ès qualités en vertu de la *Loi sur l'extradition*, S.R.C. 1970, c. E-21, le 28 avril 1977.

Selon la preuve et la conclusion du juge qui a prononcé l'extradition, McMahon a plaidé coupable le 23 octobre 1973, devant la cour américaine du district nord de Californie, de l'infraction d'avoir sciemment et illégalement possédé environ 698 grammes d'une substance contenant un narcotique, à savoir: la cocaïne, avec l'intention de la distribuer à une autre personne. Le prononcé de sa

for sentence but did not appear on the return date set for his sentencing.

Applicant's sole ground of attack on the decision of the extradition judge is that he erred in law in holding that the plea of guilty to the charge (which is considered to be an extradition crime) by McMahon which was accepted by the United States Federal Court, did not constitute his "conviction" by that Court of an extradition crime.

In submitting that the decision of the extradition judge should be upheld, counsel for McMahon contended that "conviction" as referred to in section 18(1)(a) of the *Extradition Act* contemplates the sentence of the Court in addition to the verdict of the Court, and that since, in this case, McMahon was never sentenced, he was not "convicted" within the meaning of said section 18(1)(a).

Said section 18(1)(a) reads as follows:

18. (1) The judge shall issue his warrant for the committal of the fugitive to the nearest convenient prison, there to remain until surrendered to the foreign state, or discharged according to law,

(a) in the case of a fugitive alleged to have been convicted of an extradition crime, if such evidence is produced as would, according to the law of Canada, subject to this Part, prove that he was so convicted, and

In reaching his conclusion that the guilty plea by McMahon did not amount to a "conviction", the learned extradition judge appears to have relied on the judgment of Fulton J. in the case of *Regina v. Graves*², wherein he relied on the case of *Regina v. Cole*³ which held that "a plea of guilty, once recorded, does not rank as a conviction at all; it only ranks as a conviction when the offender is in fact sentenced."

However, notwithstanding those decisions, in my opinion, the weight of the applicable jurisprudence takes the opposite view that a finding that the accused is guilty of the offence charged or a plea

² S.C. of B.C.—File Kamloops No. 142-76, judgment dated July 19, 1976.

³ [1965] 2 All E.R. 29 at pp. 30 and 31 (English Court of Appeal).

sentence a été reporté mais il ne s'est pas présenté au jour fixé.

Le seul argument soulevé par le requérant à l'encontre de la décision du juge de l'extradition est que ce dernier a commis une erreur de droit en concluant que le plaidoyer de culpabilité de McMahon sur le chef d'accusation (considéré comme un crime entraînant l'extradition), que la Cour fédérale des États-Unis avait accepté, n'équivalait pas à sa «déclaration de culpabilité» par ladite cour pour un crime entraînant l'extradition.

En soumettant que la décision du juge de l'extradition devrait être maintenue, l'avocat de McMahon a allégué que la «déclaration de culpabilité» évoquée à l'article 18(1)(a) de la *Loi sur l'extradition* envisageait la condamnation par la Cour en plus de la déclaration de culpabilité émise par elle et que, McMahon n'ayant jamais été condamné, il n'était pas «convaincu» au sens dudit article 18(1)(a).

Voici le libellé de cet article:

18. (1) Le juge doit lancer son mandat pour faire incarcérer le fugitif dans la prison convenable la plus rapprochée, afin qu'il y soit détenu jusqu'à ce qu'il ait été livré à l'État étranger ou élargi conformément à la loi,

a) dans le cas d'un fugitif que l'on prétend avoir été convaincu d'un crime entraînant l'extradition, lorsqu'il est produit une preuve qui, d'après la loi du Canada, sous réserve de la présente Partie, établirait qu'il a été convaincu de ce crime, et

En concluant que le plaidoyer de culpabilité de McMahon n'équivalait pas à une «déclaration de culpabilité», le savant juge de l'extradition semble s'être appuyé sur le jugement du juge Fulton dans l'affaire *Regina c. Graves*², où, s'appuyant sur l'arrêt *Regina c. Cole*³ on a jugé que [TRADUCTION] «lorsqu'il est enregistré, un plaidoyer de culpabilité ne se classe pas parmi les déclarations de culpabilité, il n'est classé comme déclaration de culpabilité que lorsque le coupable reçoit sa sentence.»

A mon avis, cependant, malgré ces deux arrêts la majorité des décisions jurisprudentielles applicables indiquent qu'une déclaration ou un plaidoyer de culpabilité de l'accusé relativement à l'infraction

² C.S. de la C.-B.—Dossier Kamloops n° 142-76 jugement en date du 19 juillet 1976.

³ [1965] 2 All E.R. 29, aux pp. 30 et 31 (Cour d'appel de l'Angleterre).

of guilty to an offence under ordinary circumstances constitutes a conviction for the offence although no sentence is imposed⁴.

Support for this view is also to be found, in my opinion, in the comments of Kellock J. in the case of *Industrial Acceptance Corporation Limited v. The Queen*⁵. In that case, "conviction" as used in section 21 of the *Opium and Narcotic Drug Act*, was, in the view of Kellock J. used in the sense of verdict only, and not verdict and judgment thereon⁶.

In my opinion, the meaning to be given to "conviction" in section 18(1)(a) *supra* must be looked at in the context of the statute in which it is to be found. This becomes increasingly significant in view of the provisions of section 3 of the *Extradition Act* which reads as follows:

3. In the case of any foreign state with which there is an extradition arrangement, this Part applies during the continuance of such arrangement; but no provision of this Part that is inconsistent with any of the terms of the arrangement has effect to contravene the arrangement; and this Part shall be so read and construed as to provide for the execution of the arrangement.

The effect of section 3 is to require that section 18(1)(a) be read and construed so as to be in harmony with the provisions of the applicable Extradition Treaty which, in this case, is the Supplementary Convention of 1889 Between Her Majesty and the United States of America (Case pages 55 to 60).

Article VII of the Treaty reads as follows:

ARTICLE VII

The provisions of the said Tenth Article and of this Convention shall apply to persons convicted of the crimes therein respectively named and specified, whose sentence therefor shall not have been executed.

In case of a fugitive criminal alleged to have been convicted of the crime for which his surrender is asked, a copy of the record of the conviction and of the sentence of the court before which such conviction took place, duly authenticated, shall be

⁴ See: *Regina v. McInnis* (1974) 13 C.C.C. (2nd) 471 at p. 473 per Martin J.A. (Ont. C.A.). See also: *Regina v. Blaby* [1894] 2 Q.B. 170; *Rex v. Sheridan* [1937] 1 K.B. 223; *Regina v. Grant* (1936) 26 Cr. App. R. 8; *Ex p. Johnston* [1953] O.R. 207.

⁵ [1953] 2 S.C.R. 273 at pp. 279 and 280.

⁶ Cartwright J. expressed a similar view at p. 291.

tion imputée dans les circonstances ordinaires équivaut habituellement à une déclaration de culpabilité relative à l'infraction, même si aucune sentence n'est infligée⁴.

^a Les commentaires du juge Kellock dans l'arrêt *Industrial Acceptance Corporation Limited c. La Reine*⁵, appuient à mon avis cette conclusion. Dans cette affaire, selon le juge Kellock, l'expression «déclaration de culpabilité» au sens de l'article 21 de la *Loi sur l'opium et les drogues narcotiques*, signifiait verdict seulement, et non verdict et jugement y relatif⁶.

^c A mon avis, la signification à donner à «déclaration de culpabilité» à l'article 18(1)a précité, dépend du contexte de la loi où se trouve cette expression. Cela est encore plus vrai dans l'optique de l'article 3 de la *Loi sur l'extradition* dont voici le libellé:

^d 3. Dans le cas de tout État étranger avec lequel il existe une convention d'extradition, la présente Partie s'applique durant l'existence de cette convention; mais nulle disposition de la présente Partie incompatible avec quelque une des conditions de la convention n'a d'effet à l'encontre de la convention; et la présente Partie doit se lire et s'interpréter de façon à faciliter l'exécution de la convention.

^f L'article 3 requiert que l'interprétation de l'article 18(1)a concorde avec les dispositions du Traité sur l'extradition applicable en l'espèce, soit la Supplementary Convention of 1889 intervenue entre Sa Majesté et les États-Unis d'Amérique (pages 55 à 60 du dossier).

^g Voici le libellé de l'article VII du Traité:

[TRADUCTION] ARTICLE VII

^h Les dispositions dudit article X et de cette Convention s'appliqueront aux personnes déclarées coupables des crimes respectivement énumérés et précisés aux présentes et dont la sentence n'aura pas été exécutée.

Lorsqu'il s'agit d'un criminel fugitif supposément condamné pour le crime relativement auquel on demande son élargissement, copies du dossier de la déclaration de culpabilité et de la condamnation par le tribunal compétent, dûment certifiées,

⁴ Voir: *Regina c. McInnis* (1974) 13 C.C.C. (2^e) 471, à la p. 473 par le juge d'appel Martin (C.A. Ont.). Voir également: *Regina c. Blaby* [1894] 2 Q.B. 170; *Rex c. Sheridan* [1937] 1 K.B. 223; *Regina c. Grant* (1936) 26 Cr. App. R. 8; *Ex p. Johnston* [1953] O.R. 207.

⁵ [1953] 2 R.C.S. 273, aux pp. 279 et 280.

⁶ Le juge Cartwright a exprimé une opinion semblable à la p. 291.

produced, together with the evidence proving that the prisoner is the person to whom such sentence refers.

It is noted that Article VII speaks of persons convicted of crimes whose sentence therefor has not been executed.

Article VII also refers to "a copy of the record of the conviction" and "the sentence of the court before which such conviction took place".

Thus, it is my view, that the Extradition Treaty clearly distinguishes between "conviction" and "sentence" and treats them as separate matters. Accordingly, in the light of section 3 of the *Extradition Act* which makes it necessary to interpret section 18(1)(a) *supra* consistently with the provisions of the Extradition Treaty, I am satisfied that "convicted" as used in section 18(1)(a) should not be interpreted so as to include the sentence of the court as a necessary and essential component of the conviction.

In support of this view, I find the decision of Rae J. of the B.C. Supreme Court in *Re Whipple*⁷ to be persuasive. The only factual difference between the *Whipple* case (*supra*) and the case at bar is that in *Whipple*, the accused was found guilty by a jury whereas in the case at bar, the accused pleaded guilty which plea was accepted by the United States Federal Court (Case page 96). I do not consider this factual difference to be significant in view of the jurisprudence cited earlier herein under footnote No. 4.

To interpret section 18(1)(a) in the manner contended by counsel for McMahon would produce the result that any prisoner found guilty of an extradition offence or who pleaded guilty to an extradition offence but who was remanded to a future date for sentencing could escape extradition by leaving the country where the offence was committed and not returning to it for the sentencing. Such a result would be contrary to the concept that extradition treaties are to be given a liberal construction in the sense of being given a "fair interpretation" according to the intention of the contracting parties and so as to carry out their

doivent être produites avec la preuve établissant que le prisonnier est la personne visée par la condamnation.

Il faut souligner que l'article VII parle de personnes déclarées coupables de crime dont la condamnation n'a pas été exécutée.

L'article VII dit également «copies du dossier de la déclaration de culpabilité» et «la condamnation par le tribunal compétent».

Ainsi, je suis d'avis que le Traité sur l'extradition distingue clairement entre «déclaration de culpabilité» et «condamnation» et les traite comme des réalités distinctes. Aussi, à la lumière de l'article 3 de la *Loi sur l'extradition* lequel exige que l'interprétation de l'article 18(1)a, précité, concorde avec les dispositions du Traité sur l'extradition, je crois qu'il ne faut pas interpréter le mot «convaincu» employé à l'article 18(1)a) comme signifiant que la déclaration de culpabilité comporte nécessairement et obligatoirement la condamnation par la Cour.

A l'appui de cette opinion, je trouve convaincante la décision du juge Rae de la Cour suprême de la Colombie-Britannique dans *Re Whipple*⁷. La seule différence entre l'arrêt *Whipple*, précité, et la présente affaire, est que dans *Whipple* le jury a reconnu l'accusé coupable alors qu'en l'espèce, l'accusé a plaidé coupable et que son plaidoyer a été accepté par la Cour fédérale des États-Unis (page 96 du dossier). Cette différence de fait ne me semble pas significative compte tenu de la jurisprudence citée plus tôt à la note 4.

Interpréter l'article 18(1)a) selon les prétentions de l'avocat de McMahon aurait pour résultat que tout prisonnier déclaré coupable d'un crime entraînant l'extradition, ou qui plaide coupable à un crime entraînant l'extradition, et dont la sentence doit être prononcée à une date ultérieure, peut échapper à l'extradition en quittant le pays où le crime a été commis et en n'y retournant pas pour le prononcé de la sentence. Un tel résultat serait contraire au concept selon lequel les traités d'extradition doivent recevoir une interprétation large dans le sens d'une «interprétation équitable» selon l'intention des parties contractantes, de façon à

⁷ [1972] 2 W.W.R. 613 at 615 to 617.

⁷ [1972] 2 W.W.R. 613, aux pp. 615 à 617.

manifest purpose⁸.

For the foregoing reasons, I have concluded that the section 28 application should be allowed, the decision of the extradition judge set aside and the matter referred back to him for disposition on the basis that a person who has entered a plea of guilty to an extradition crime is a person who has been convicted of such a crime within the meaning of section 18(1)(a) of the *Extradition Act*.

* * *

MAGUIRE D.J.: I concur.

⁸ See: *Re Whipple (supra)* Rae J. at p. 617. See also: *In re Collins* (1905) 11 B.C.R. 436 at p. 443; LaForest, *Extradition To and From Canada* 1961 at p. 35.

permettre la réalisation de leur but évident⁸.

Pour les raisons susmentionnées, je conclus que la demande présentée en vertu de l'article 28 doit être accueillie, la décision du juge de l'extradition annulée et l'affaire lui être renvoyée pour qu'il en décide sur le fondement qu'une personne qui a plaidé la culpabilité à un crime entraînant l'extradition est une personne qui a été déclarée coupable de ce crime au sens de l'article 18(1)a) de la *Loi sur l'extradition*.

* * *

LE JUGE SUPPLÉANT MAGUIRE: J'y souscris.

⁸ Voir: *Re Whipple* (précité) le juge Rae à la p. 617. Voir également: *In re Collins* (1905) 11 B.C.R. 436, à la p. 443; LaForest, *Extradition To and From Canada* 1961, à la p. 35.